

Étude de cas #11

Le Canada devrait réduire ses dépenses relatives à l'aide internationale.

Cet exercice a été mis à jour le 13/01/2026.

Contexte

Alors qu'il entre au pouvoir en janvier 2025, le président des États-Unis, Donald Trump, annonce vouloir réduire autant que possible les dépenses publiques du pays. Parmi les nombreuses coupes budgétaires qui s'ensuivent, l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) voit ses fonds gelés, puis, quelques mois plus tard, l'agence est dissoute. Le secteur humanitaire mondial est en état de choc, puisque les États-Unis assuraient à eux seuls 42 % du financement de l'aide humanitaire internationale.

Le retrait du financement américain a de lourdes répercussions à l'échelle mondiale. D'une part, sur le plan humanitaire, l'arrêt soudain des fonds entraîne la fermeture d'organisations essentielles, plongeant des millions de personnes dans une situation de survie précaire. D'autre part, sur le plan géopolitique, ce retrait crée un vide qui pourrait être utilisé stratégiquement par d'autres pays pour étendre leur influence ou leur autorité sur les pays en développement. En conséquence, c'est tout l'équilibre mondial qui se trouve fragilisé, créant un climat d'instabilité pour le Canada et ses partenaires.

Quant à lui, au cours de l'année fiscale 2023-2024, le Canada a dépensé 12,3 milliards de dollars en aide internationale. De cette somme, 6,8 milliards ont été consacrés spécifiquement à l'aide publique au développement, c'est-à-dire au soutien direct de l'économie et du bien-être des populations dans les pays en développement. Ce montant représente 0,34 % du revenu national brut du pays (richesse totale produite par la population et les entreprises canadiennes). Bien que le Canada se classe au 6^e rang mondial des donateurs en volume financier, sa position chute au 15^e rang lorsqu'on évalue l'effort proportionnellement à sa richesse (RNB). Sa contribution totale est importante, certes, mais le Canada demeure encore loin de l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations Unies.

Lors des élections fédérales de 2025, les dépenses relatives à l'aide internationale étaient un sujet controversé. Le premier ministre actuel, Mark Carney, promettait de ne pas réduire l'aide internationale, tandis que les conservateurs de Pierre Poilievre s'engageaient à réaffecter 9,4 milliards de dollars d'aide internationale au cours des quatre prochaines années aux dépenses militaires et nationales. Toutefois, en novembre 2025, Mark Carney officialise une coupe de 2,7 milliards sur quatre ans dans son budget de 2025-2026.

Face aux bouleversements majeurs provoqués par le désengagement financier des États-Unis, il devient impératif de réévaluer la politique canadienne en matière d'aide internationale. D'un côté, les partisans d'une réduction budgétaire soutiennent que le Canada doit prioriser ses propres besoins et moderniser sa défense nationale dans un contexte mondial de plus en plus instable. De l'autre, les partisans du maintien de l'aide internationale croient qu'elle constitue non seulement une première ligne de défense efficace, mais qu'elle représente aussi un devoir moral et un outil diplomatique indispensable pour conserver l'influence du Canada sur la scène internationale.

Pour en savoir plus

- [Aide publique au développement \(APD\) | Organisation de coopération et de développement économiques](#)
- [Fiche d'information sur l'aide internationale du Canada | Coopération Canada](#)
- [Coopération au développement : qui aide qui ? | ARTE](#)
- [L'importance de l'aide canadienne | Résultats Canada](#)
- [Un sujet qui ne fait pas l'unanimité parmi les partis | La Presse](#)
- [L'aide humanitaire est-elle efficace ? | Le Chiffroscope](#)

Le savais-tu?

L'aide internationale est un élément clé de l'économie mondiale. Elle représente plusieurs centaines de milliards de dollars transférés volontairement entre les pays sous forme de subventions, de prêts ou de dons, tant monétaires que matériels (p. ex. vaccins et médicaments, vêtements, outils, denrées alimentaires, etc.). Généralement, ces transferts se font des pays développés du Nord vers les pays en développement au Sud. Les sommes d'aide internationale servent à prévenir des maladies infectieuses par la vaccination et la prévention (SIDA, rougeole, polio, etc.), à renforcer les droits des femmes, à soutenir le développement de l'agriculture durable, à lutter contre les famines et l'insécurité alimentaire et à renforcer la stabilité mondiale.

L'aide internationale est souvent vue comme un outil fondamental du [soft power](#) (parfois aussi appelé « puissance douce » ou « puissance de persuasion »). Ce concept géopolitique renvoie à la capacité d'un État d'influencer les autres pays par des moyens non coercitifs, tels que la diplomatie, la coopération et les alliances pour promouvoir ses valeurs et ses intérêts, plutôt que d'utiliser la force militaire. Par exemple, après avoir soutenu le développement du Vietnam dans les années 90 avec des investissements de [1.9 milliard de dollars](#), le Canada profite aujourd'hui d'un partenaire commercial majeur vers lequel [il exporte pour plus d'un milliard de dollars de marchandises canadiennes annuellement](#). Ainsi, l'aide internationale offerte par le Canada a permis de forger une alliance économique stratégique et durable.

Coup d'œil international

Avant sa dissolution en 2025, l'USAID, l'agence américaine chargée de l'aide humanitaire et du développement international, avait un budget de plus de 40 milliards de dollars américains, ce qui représentait moins de 1 % du budget des États-Unis. Fondée en 1961, l'agence finançait principalement des programmes liés à la santé, comme le PEPFAR destiné au traitement et à la prévention du VIH/sida, et le PMI pour lutter contre la malaria.

En 2024, les plus grands contributeurs en aide publique au développement en termes de pourcentage du revenu national brut étaient la Norvège (1,02 %), avec 5,18 milliards de dollars, le Luxembourg (1 %), avec 0,6 milliard de dollars, la Suède (0,79 %), avec 5 milliards de dollars et le Danemark (0,72 %), avec 3,16 milliards de dollars.

En accord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que le Canada **devrait réduire ses dépenses relatives à l'aide internationale**.

Besoins au pays

D'un bout à l'autre du pays, les Canadiennes et Canadiens font face à des difficultés financières face à [l'augmentation du coût de la vie](#). [Une part importante des revenus des ménages canadiens est désormais consacrée à leurs besoins fondamentaux et au remboursement de leurs dettes](#). L'ensemble du pays est également confronté à une pénurie de logements, ce qui contribue à faire augmenter les coûts d'achats et de location. Face à la crise du logement et à l'inflation persistante, de nombreux Canadiens estiment que chaque dollar public doit d'abord servir à stabiliser l'économie locale et réduire le coût de la vie. Avant d'aider d'autres pays, le Canada devrait investir dans des solutions qui visent à aider ses propres citoyens.

Non-respect des engagements envers l'OTAN

L'année dernière, le Canada a consacré 1,37 % de son produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire la valeur de tous les biens et services produits dans un pays, à la défense, ce qui en fait l'un des huit pays membres [de l'OTAN à ne pas atteindre l'objectif de 2 %](#). [Cet écart a été dénoncé par le président américain](#), Donald Trump, qui a déclaré que les États-Unis dépensent des milliards pour protéger le Canada, et par une lettre signée par 23 sénateurs américains en 2024. Alors que les tensions avec les États-Unis continuent de s'intensifier, le Canada devrait réduire ses dépenses d'aide internationale et utiliser ces sommes pour augmenter celles consacrées à la défense nationale, afin de répondre à la cible de l'OTAN.

Conséquences négatives sur les pays bénéficiaires

Selon les partisans d'une réduction de l'aide internationale, le système actuel peut enfermer les pays en développement dans un « piège de l'aide ». Une aide prolongée risque de créer une dépendance et d'affaiblir l'autonomie politique et institutionnelle des pays bénéficiaires, particulièrement lorsque les fonds sont accompagnés de conditions strictes. En général, les pays en développement retirent de l'aide internationale moins de bénéfices que les profits qu'ils génèrent eux-mêmes aux pays donateurs. De plus, l'efficacité de l'aide internationale est souvent remise en question. Les programmes mis en place sont inefficaces, ne traitent pas les sources des diverses crises et peuvent en causer d'autres. Une partie des fonds est parfois détournée par les régimes corrompus au détriment des populations vulnérables. Certains dirigeants sont moins enclins à investir dans leurs propres programmes sociaux, car ils sont financés par les revenus des donateurs étrangers. Ultimement, l'aide internationale peut avoir des conséquences perverses sur le développement durable et l'indépendance de bénéficiaires.

Devoir de représentation des intérêts canadiens

Les élections fédérales de 2025 ont mis en lumière de profondes divisions au sein de la population canadienne quant à l'aide internationale. Les désaccords portent tant sur les pays à soutenir que sur la forme et l'ampleur que devrait prendre cette aide. La même année, [un sondage de Nanos](#) (en anglais) a d'ailleurs révélé que près du tiers des Canadiennes et Canadiens souhaitent une réduction de l'aide internationale et humanitaire. Les conservateurs, qui ont obtenu 41 % des suffrages populaires lors des dernières élections, ont accusé l'aide internationale de financer ce qu'ils définissent comme « des dictateurs, des terroristes et des bureaucraties mondiales ». Le gouvernement se doit de représenter les intérêts de ses électeurs, et ne pas apporter de changements majeurs et significatifs à la politique actuelle d'aide internationale constitue un manquement à ce mandat.

Pour en savoir plus

- [Abolition de l'aide étrangère : une occasion de développement à saisir pour l'Afrique? | Radio-Canada](#)
- [L'aide fait-elle plus de mal que de bien ? | New African](#)
- [Poilievre couperait une « aide étrangère inutile » et prioriserait la défense du Canada | La Presse](#)
- [L'aide au développement : une machine à piller ? | AJ+ français](#)

Le savais-tu?

En 2025, [les pays membres de l'OTAN ont convenu d'augmenter leur cible de dépenses militaires](#), passant de 2 % à 5 % du PIB annuel d'ici 2035. Pour le Canada, ce nouvel objectif représente un budget annuel de la défense à près de 150 milliards de dollars.

En désaccord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que le Canada **ne devrait pas réduire ses dépenses relatives à l'aide internationale**.

Occasion de combler les lacunes laissées par l'USAID

Depuis longtemps, le Canada est associé au maintien de la paix et à la démocratie, mais les coupes budgétaires imposées par Trump à l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'agence américaine qui fournit une aide internationale et une aide au développement, nous offrent l'occasion de jouer un rôle de premier plan encore plus important dans le domaine. Les États-Unis étaient jusqu'à présent le plus gros contributeur (64,7 milliards de dollars américains, soit environ 88,8 milliards de dollars canadiens) à l'aide publique au développement, et ces coupes budgétaires laissent des millions de personnes dans le besoin. Les experts avertissent également que [des puissances non démocratiques, comme la Russie et la Chine, pourraient intervenir pour étendre leur influence](#). Maintenir les dépenses relatives à l'aide internationale permettrait au Canada d'augmenter sa crédibilité, favoriser son image et préserver son pouvoir d'influence à l'échelle mondiale.

Non-respect des cibles fixées par les Nations Unies

En 1970, l'assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution invitant les membres à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement. En 2024, [seuls quatre pays ont atteint ou dépassé cet objectif](#). Bien que le Canada soit légèrement au-dessus de la moyenne mondiale (0,33 % du revenu national brut combiné des pays membres), il demeure loin de l'objectif, avec une contribution de 0,34 %, soit à peine la moitié du seuil fixé par l'ONU. Si le Canada réduit son budget d'aide internationale, il ne respectera pas, une fois de plus, son engagement.

Contribution au règlement des inégalités structurelles

À l'exception de l'aide accordée à l'Ukraine depuis le début de la guerre avec la Russie, la majeure partie de l'aide internationale canadienne est destinée aux pays du Sud, incluant des pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Asie et d'Océanie. De la fin du XVe siècle au début du XXe siècle, les populations de ces régions ont été exploitées et leurs ressources ont été pillées au profit des puissances coloniales européennes. Encore aujourd'hui, les inégalités créées à cette époque persistent, et ce sont les pays du Nord, dont le Canada, qui continuent d'en bénéficier. Ces derniers utilisent l'aide internationale comme levier pour conclure des accords leur permettant d'exploiter les ressources naturelles des pays bénéficiaires, de négocier des accords de libre-échange à leur avantage et d'accéder à une main-d'œuvre à faible coût. Ainsi, les pays du Sud contribuent à la production d'une immense quantité de biens et de ressources à bas prix, destinés aux pays du Nord. Réduire les dépenses en aide internationale reviendrait à ne pas respecter notre engagement à lutter contre les inégalités dans le monde.

Maintien de l'ordre mondial

L'aide internationale agit comme une première ligne de défense. En luttant contre la pauvreté, les injustices, l'insécurité alimentaire et les pandémies, on prévient les crises migratoires, on se crée des alliés et on protège la santé des Canadiennes et Canadiens. En réduisant l'aide internationale, le Canada risque d'accentuer les inégalités mondiales, la misère et les crises sanitaires dans les régions vulnérables, créant un terrain fertile pour les conflits et l'instabilité politique. Des conflits armés, des épidémies ou des vagues migratoires massives pourraient affecter l'ordre mondial et finir par coûter bien plus cher à gérer que l'aide initiale.

Investissement pertinent

L'aide internationale a des retombées positives pour les pays donateurs. En investissant dans la paix, la stabilité et les infrastructures des pays en développement, le Canada favorise l'ouverture de nouveaux marchés pour ses entreprises et ses investissements. L'aide au développement ne doit pas être perçue comme une perte financière, mais comme un investissement où chaque dollar versé représente un potentiel retour indirect en exportations et en partenariats commerciaux futurs. Selon [une étude](#) (en anglais) publiée par Coopération Canada, les retombées commerciales de l'aide internationale canadienne dépassent l'investissement initial, atteignant 1,19 \$ en exportations pour chaque dollar versé.

Conséquences importantes d'un désengagement financier

La réduction massive ou l'arrêt du financement de l'aide internationale pourrait avoir des conséquences dévastatrices sur le plan humain. Selon [une étude](#) (en anglais) publiée dans la revue médicale The Lancet, l'aide humanitaire, avec la contribution importante des États-Unis, a permis de préserver près de 92 millions de vies entre 2000 et 2021. Cette même étude avance qu'un désengagement prolongé de l'aide internationale pourrait entraîner plus de 14 millions de décès évitables d'ici 2030, effaçant ainsi deux décennies de progrès en santé mondiale. Se désengager de ces efforts internationaux signifierait également abdiquer devant nos obligations morales les plus fondamentales.

Pour en savoir plus

- [Démantèlement de l'USAID : vers la pire crise de santé publique en 25 ans ? | Radio-Canada](#)
- [Carney rompt sa promesse et réduit les aides dans le budget 2025 | Résultats Canada](#)
- [L'aide internationale au cœur des élections : un enjeu important pour le Canada | CARE Canada](#)
- [Opinions : À quoi sert vraiment l'aide internationale ? | La Presse](#)
- [Des coupes américaines lourdes de conséquences | Le Devoir](#)

Coup d'œil international

La Norvège, la Suède, le Danemark et le Luxembourg sont les seuls pays à respecter leur engagement en matière d'aide internationale. D'ailleurs, ces pays consacrent souvent plus de 1 % de leur RNB à cette aide, ce qui leur donne une influence diplomatique forte par rapport à la taille de leur population. Quant à lui, en plus de 50 ans, le Canada n'a jamais atteint la cible de 0,7 %.